

## **Politiques jeunesse et politiques intersectorielles de jeunesse dans les Etats européens membres de la Francophonie, états des lieux et perspectives.**

### **Pour la Hongrie : Intervention de Mme Rozsa Hoffmann, députée de l'Assemblée Nationale de Hongrie, vice-présidente de la section nationale de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.**

Mesdames et Messieurs,

Chers Collègues!

Mon exposé tentera d'esquisser la situation de la jeunesse hongroise et en même temps les caractéristiques de la politique de jeunesse en Hongrie. Je voudrais relever quelques questions et problèmes dont les solutions seraient primordiales et urgentes.

Suite aux changements politiques et sociales de 1990–91, après plus de 40 ans d'occupation soviétique et de dictature communiste, la Hongrie s'est mise à construire une **république moderne, démocratique et indépendante**. Néanmoins, les **moyens financiers** sont très modestes puisque le régime communiste a laissé en héritage une caisse vide et des dettes que les gouvernements alternants n'ont pas réussi à diminuer depuis le changement de régimes. Ces conditions préalables expliquent en grande partie les faiblesses et les lacunes de notre politique de jeunesse.

Notre **situation démographique** est caractérisée par le vieillissement progressif de la population. Dans les années 70, 160 milles enfants sont nés par an tandis qu'aux cours des années précédentes ce nombre baissa sous le chiffre 100 mille. Á cause des conditions économiques pour la plupart de famille élever plus de 2 enfants signifierait d'accepter la pauvreté. Les mesures gouvernementales favorisant les familles nombreuses ne sont pas suffisantes pour augmenter le nombre des naissances.

Les **conditions humaines des familles** sont également défavorables pour les naissances. Sans vouloir vous fatiguer avec trop de données j'en évoque une seule: plus que la moitié des mariages se terminent par un divorce. Donc, l'éducation familiale devrait être complétée ou compensée à l'école, mais là non plus les conditions ne sont pas assurées. Le nombre minimum des cours des enseignants est augmenté cette année à 24 – pour des raisons financières – ainsi que le nombre d'enfants par classe. En même temps, les salaires des enseignants baissent. En conséquence, le temps consacré au développement individuel ne peut que diminuer. Voilà les causes des protestations actuelles des enseignants hongrois.

**Les différences** entre la situation de la jeunesse des grandes villes et des petites communes sont considérables. La formation des jeunes des petites communes est beaucoup moins élevée. D'une part l'encouragement familial envers les études y est beaucoup moins fort, d'autre part les équipements des écoles sont beaucoup plus modestes. Ainsi les résultats scolaires et les chances pour poursuivre les études sont plus faibles chez les jeunes ayant des conditions socioculturelles défavorables et venant des écoles provinciales mal équipées. (Le gouvernement souhaite remédier ce problème par des intégrations et des suppressions des petites écoles. La

population concernée proteste: on ne voudrait pas épuiser les enfants par le transport quotidien.) Le fossé est encore accentué par le chômage général dans les petits villages.

**La scolarisation** est obligatoire de 6 à 18 ans. Notre système scolaire bien établi aux années 20e permet vraiment à chaque enfant d'aller à l'école. Cette obligation est remplie par 98% des jeunes. Dans le cadre de l'enseignement secondaire 70% de la population passe son baccalauréat. Les différences y sont encore plus grandes qu'aux niveaux élémentaires. D'une part plusieurs lycéens hongrois sont lauréats aux olympiades internationales d'études secondaires, d'autre part les résultats des adolescents de 15 ans à l'évaluation PISA sont assez faibles: ils se sont trouvés dans le dernier tiers. La formation de la main d'oeuvre qualifiée dans les institutions secondaires est en crise. 25% des adolescents s'y inscrivent, dont le tiers ne va jamais terminer les études. En conséquence, ces jeunes ne se présenteront pas sur le marché du travail et leurs existences deviendront problématiques. Les mesures éducationnelles essaient de réduire les écarts par deux moyens:

a) par l'appui des écoles intégrées où les jeunes font les mêmes études jusqu'à l'âge de 18 ans sans profil spécifique;

b) par la réduction progressive des programmes scolaires sans prescrire des connaissances concrètes en accentuant le développement des compétences.

Les deux tentatives bénéficient certain appuis, mais une opposition importante se manifeste également envers ces réformes.

Jusqu'à nos jours plus de la moitié des jeunes put s'inscrire aux **études supérieures** gratuitement. A partir de 2007 la réduction du nombre d'étudiants et l'introduction du droit de scolarité est prescrit par la loi de cet été. En même temps, depuis cette année la réforme de Bologne s'est mis en vigueur (c'est à dire la formation est organisée uniquement en deux cycle dans l'ensemble de l'enseignement supérieur). Ces jours-ci des manifestations se déroulent (même cet après-midi à Budapest) contre ces mesures projetées. D'autre coté les possibilités des étudiants sont appuyées par un système de crédit d'enseignement supérieur introduit en 2001.

Il est extrêmement difficile pour les jeunes de se procurer un **logement**. A cause des salaires réduits et le marché d'immobilier élevé (par exemple un professeur débutant gagne à peu près 260 euros par mois tandis qu'un appartement de 50 m<sup>2</sup> coûte à peu près 37 000 euros, c'est à dire 12 ans de travail) les jeunes ne peuvent acheter d'appartement qu'à crédit après de nombreuses années d'économies, grâce à une aide considérable de leurs familles ou en faisant des travaux supplémentaires. Le nombre des appartements sociaux est insignifiant.

Pour finir je voudrais énumérer quelques **mesures ou institutions** qui tente à améliorer la situation des jeunes.

1/ Les **Commissions parlementaires**, comme celle de la jeunesse, des affaires sociales et de la famille; puis la commission de l'éducation et des sciences de l'Assemblée nationale;

2/ La Hongrie participe au **Programme Jeunesse 2000-2006** suivant les initiatives de l'Union européenne;

3/ Le **Programme START**, dont l'objectif est la promotion de l'emploi des jeunes en début de carrière;

4/ Le **commissaire des droits d'éducation** qui encourage à faire valoir les droits civiques liés à l'éducation;

5/ La **subvention normative et complémentaire aux écoles religieuses** et aux activités

sociales, de santé et culturelles des Églises;

6/ Le **Conseil d'administration des Étudiants** qui représente les intérêts de chaque étudiant;

7/ L'appui de organisations d'enfants et des jeunes, parmi lesquelles il faut mentionner la **Fédération de Scout Hongroise**, fondée en 1912.

Bien que la situation des jeunes ne soit pas facile – comme vous l'avez vu – **les jeunes hongrois** sont en général bien, joyeux et confiants. Ils ont confiance en eux-mêmes et en leurs avenir. Je suis très contente d'être entouré par eux, puisqu'à côté de mon travail de député je suis enseignante universitaire.

Pour terminer, permettez-moi une vue historique.

Dans 4 jours, le 23 octobre, dans beaucoup de pays de l'Europe, et bien sur partout en Hongrie on va fêter le 50e anniversaire de la **révolution de 1956**. C'était une grande révolte juste des jeunes étudiant et ouvriers pour la liberté et l'indépendance, contre la tyrannie, les injustices et les mensonges politiques. Le souvenir de presque un mille martyrs de la révolution nous apprend que la jeunesse hongroise a toujours aimé la liberté pour laquelle elle a sacrifié – si c'était nécessaire – même sa vie.

Je vous remercie de votre attention.